



Date et horaire : Jeudi 28 février 18h30-20h30 Lieu : Le Pâlis bleu, Malansac (56220)

COMMUNICATION

La réunion a été annoncée par la Mairie par ses différents canaux d'information (journal municipal, panneaux lumineux...) ainsi que dans la presse locale. Elle a été enregistrée sur le site du Grand Débat National.

Le Conseil de développement a créé un « évènement » sur sa page Facebook

DEROULE DE LA REUNION

Environ 35 personnes présentes. 2h de réunion.

Équipe d'animation composée de 5 bénévoles du Conseil de développement et de l'animatrice salariée.

En tout, 57 contributions ont été placées par l'équipe d'animation sur des panneaux pendant la réunion.

Pour plus de cohérence dans la synthèse, certaines contributions ont été déplacées d'un thème à l'autre.

REGLES ET METHODE

Les participants ont été invités à s'exprimer au micro autour des quatre thèmes décidés par le Président de la République, non exclusivement. Ils étaient libres d'aborder les sujets de leur choix.

Les contributions étaient affichées sur des panneaux au fur et à mesure, et les participants ont été invités à la fin de la réunion à positionner des gommettes vertes et rouges sur celles-ci pour les soutenir ou les contester (voir photos du résultat final en fin de document).

NB : le nombre de gommettes n'était pas limité par personne et tous les participants ne sont pas restés pour cette étape. Il ne s'agit pas d'un « vote » représentatif mais d'une possibilité supplémentaire d'expression, qui nous permet de visualiser l'engagement suscité par les différents propos (Nombre de gommettes apposées indiqué dans les cartouches en face de chaque sujet. Taille de police agrandie pour les contributions ayant suscité le plus de réactions).

CONTENU DES ECHANGES

NB : Les contributions sont réunies selon les thèmes proposés par le Président de la République, avec en plus un thème « Autres sujets ». Les sous-thèmes indiqués ont été créés par le Conseil de développement pour plus de lisibilité, ils n'ont pas été validés par les participants.

Les citations ont été retranscrites à partir d'un enregistrement sonore. Elles ont été simplifiées pour une forme plus lisible, en collant au plus près possible des mots des participants. Certains éléments ont été précisés suite à une question de l'animatrice mais l'idée de départ était présentée à chaque fois spontanément.

Simplification territoriale. Suppression des petites communes

4	1
---	---

Un participant : « Puisqu'on parle des communes, c'est un sujet qui m'intéresse particulièrement même s'il m'intéresse moins aujourd'hui, et je ne voudrais pas qu'on se fige sur une situation désormais passiste. Vous avez peut-être vu dans la presse, l'interview de la maire de Daubeuf-la-campagne dans l'Eure¹, une commune de 268 habitants avec un budget annuel de 150 000 €. Quand on regarde l'usage qui est fait de ce budget, il y en a de mémoire 85 000 qui sont immédiatement renvoyés vers les structures légèrement supérieures : le syndicat de piscine, le syndicat de ceci ou cela... Il reste sans doute de quoi payer un bout de route de 500m par an et l'indemnité de madame la Maire. La maire de Daubeuf-la-campagne doit coûter 15 fois par habitant ce que coûte le maire de Malansac aux habitants de Malansac, donc si on se fige sur des communes qui sont à une toute petite échelle, on est aussi complètement passiste. Il faut pas se bloquer sur la situation d'aujourd'hui, donc simplification territoriale c'est à dire suppression des communes de taille vraiment très très faible, dont le sens n'est plus pertinent aujourd'hui »

Décentraliser : + d'autonomie locale (communes, communautés de communes)

2

Un participant : « Je pense qu'il serait important de relancer l'idée de décentralisation, de donner beaucoup plus d'autonomie au niveau local. On se plaint que les gens vont de moins en moins voter mais il y a aussi le fait que le pouvoir est de plus en plus loin, on le constate à travers les municipales où le taux de participation est toujours élevé, c'est-à-dire que quand la décision est locale, les gens se mobilisent davantage.

Ça éviterait aussi certains choix qui sont inappropriés. Par exemple, j'entendais que pour lutter contre les déserts médicaux on va mettre en place la télémédecine², moi je veux bien, mais je sais pas s'ils ont déjà mis les pieds sur le terrain les gens qui ont pondu une idée comme ça, parce qu'on va aller mettre de la télémédecine dans des endroits où internet et le téléphone portable ne fonctionnent pas bien, où il y a un certain nombre de personnes âgées en difficulté avec le numérique... Si ce type de choix était fait au niveau local, les gens connaissent le terrain et trouvent des solutions beaucoup plus adaptées. Donner beaucoup plus d'autonomie au niveau local pour que les gens se sentent concernés par le développement du pays à travers leur réalité locale, et pour qu'on ait une évolution qui corresponde plus aux besoins locaux et que les gens ne se sentent pas écartés...

Je pense qu'il faut que dans une commune, le Maire soit pas tributaire de l'Etat pour un certain nombre de décisions, il faut une autonomie suffisante pour pouvoir faire des choix appropriés au niveau local (régional et municipal).

Je pense que l'entrée financière de vouloir tout rendre rentable, crée une rupture de liens qui est dommageable : avoir des petites communes dans certaines zones de montagne, peut être que ça fait petit mais s'ils sont très loin de tout c'est quand même une entité qui est proche du terrain, proche des gens. Il ne faut pas tout décider avec une pensée parisienne ! »

Une participante : « J'adhère à ce que vous dites mais sur le mot "local" je sais pas si nous, à Malansac, on a la même notion que les personnes qui habitent dans une grande métropole donc j'aimerais bien qu'on rajoute « au niveau commune et communauté de communes ». Même la région pour moi c'est trop loin avec les nouvelles grandes régions. »

SNCF : ne pas pénaliser les voyageurs sans internet et gares sans guichet et sans bornes

7

Une participante : « Depuis le 1er janvier, pour les petites gares comme Malansac qui n'ont plus de guichet et qui n'ont même pas de borne pour prendre un billet, ils ont instauré un système qui pénalise les voyageurs qui vont prendre le train sans billet : on monte à bord et on a une amende de 10, 15 ou 25 euros selon la durée du trajet parce qu'on aura pas pris de billet or, rien n'est mis à disposition pour le faire et c'est scandaleux ! Le seul moyen c'est par internet, mais tout le monde n'a pas internet et c'est très compliqué ! »

¹ « Faire avancer les choses, c'est du temps plein » : une journée avec une maire de l'Eure ». Article Ouest-France du 15 février 2019.

² Médecine pratiquée à distance, par exemple en visioconférence grâce à un ordinateur

Repenser le service public sur le coût global. Solidarité territoriale des services 1

Un participant: « Je pense qu'il faudrait qu'on repense en terme de coûts les services publics au niveau global plutôt qu'isolés. Quand on prend un petit bureau de poste, effectivement il n'est pas rentable, mais il faut savoir si le service au niveau national est capable, avec les excédents de certains lieux, d'entretenir aussi un service de proximité ailleurs. Ça s'oppose tout de suite à la privatisation des services, c'est évident, parce que ça ne peut pas fonctionner comme ça mais est-ce qu'on tient au service public ? Est-ce qu'il n'y a pas une organisation différente à penser pour qu'il y ait une solidarité entre les zones mieux pourvues et les zones moins bien pourvues pour que les services persistent ? Ça ne remet pas en cause le fait que quand c'est vraiment très très petit on puisse en discuter, mais il y a des fermetures d'établissements qui mériteraient de rester et qui disparaissent. On est plus dans une analyse systémique globale, c'est à dire qu'on isole et on arrive toujours à trouver des bonnes raisons pour supprimer un service.

La finalité du concept de service public c'est bien sûr de pas dépenser trop d'argent, mais ce n'est pas d'être rentable à tout prix. La priorité c'est d'assurer un service et l'argent est un moyen pour assurer le service.

Il y a des incidences, je pense au courrier postal on met en concurrence aujourd'hui dans les endroits juteux plusieurs services de distribution de courrier, je sais pas si c'est très transition écologique d'avoir 3 voitures qui circulent alors qu'avant il n'y en avait qu'une... »

ECOLES

Sauver les petites écoles en désengorgeant celles des grandes villes 7

Une participante: « Quand, dans un village, une école n'a pas assez d'enfants, on envoie tous les enfants à ce qui était autrefois le chef-lieu de canton. Est-ce qu'on ne peut pas penser qu'on pourrait peut-être extraire quelques enfants du bourg plus grand pour les ramener dans le petit village, pour garder l'école ? Notre système colbertiste fait qu'on n'a pas l'idée de ce choix et je pense qu'on pourrait peut-être y penser avant de fermer une école ou une classe. Si des enfants peuvent aller de A à B ils peuvent aussi aller de B à A pour permettre à un village de garder son école et ne pas pénaliser 17 enfants, alors qu'il suffirait peut-être d'en ramener 2 ou 3 d'un peu plus loin »

Un autre participant: « Pour transporter les enfants les d'une école importante vers une petite école il va falloir trouver des volontaires ! Sinon la carte scolaire ne fonctionne qu'au niveau des écoles publiques et les parents vont mettre leurs enfants dans le privé ! »

Plus de souplesse dans le nombre d'enfants par classe 6

Une participante : « Je suis absolument contre ce que dit cette dame : les enfants c'est pas des pions qu'on met où on a envie de les avoir, là ils sont utiles... C'est pas du tout comme ça qu'il faut voir le système ! Il faut plutôt revoir le système Education Nationale qui met des quotas pour garder une classe. On peut effectivement avoir, comme dans le temps, des classes à 12 ou 14 enfants et on n'est pas obligés d'attendre les 25 que nous réclamons l'Education Nationale. Il ne doit pas y avoir de seuil : s'il y a des enfants dans l'école d'une commune, ces enfants doivent aller dans leur école. Dans l'Education Nationale, on ferme une classe s'il n'y a pas 27 enfants, mais il peut y en avoir que 15 ! Si y a 3 enfants il est bien évident qu'on ne peut pas garder une classe mais on ne doit pas être rigides ! »

FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

Permettre à chaque français de vivre correctement : social, financier, environnement 6

Un participant: « Moi j'ai un petit message pour l'Etat : j'aimerais simplement lui demander de faire son boulot ! Ça veut dire quoi faire son travail ? Ça veut dire permettre à chaque français de vivre correctement sur le plan économique, sur le plan social et sur le plan environnemental ! »

Comment payer moins d'impôt pour plus de services publics ? 2 2

Un participant : « Il y a eu plusieurs expressions sur fiscalité et dépenses publiques et moi j'aimerais bien qu'on se pose collectivement la question : comment on paye moins d'impôts ? Parce que je suppose que pratiquement tout le monde, comme moi, trouve qu'il en paie trop (même si je suis un citoyen et que je paye les impôts que je dois payer) et en même temps on veut plus de professeurs, plus d'infirmiers, plus de policiers, plus de juges, on veut un postier dans chaque village et je ne sais pas comment on fait les 2 donc j'aimerais bien que dans l'assemblée on nous donne des hypothèses pour réduire cette contradiction. »

Connaître l'utilisation de l'argent public

1

Un participant: « Je ne pense pas qu'on soit contre le fait de payer des impôts si c'est fléché correctement. Donc connaître réellement le devenir des impôts et pas seulement en nous disant « le budget de l'Etat c'est tant de milliards pour l'Education nationale, tant de milliards pour ceci... ». Non, c'est connaître réellement, point par point, la destination des sommes ! »

Appliquer les préconisations de la Cour des comptes³

3

Un participant: « Il y a un truc qui m'a toujours étonné, c'est qu'on a un excellent rapport de la Cour des comptes qui nous détaille la gabegie publique et ça reste toujours lettre morte. Pourquoi est-ce qu'on ne rend pas obligatoire systématiquement des correctifs après chaque rapport des cours des comptes (régionales ou nationale) qui à chaque fois nous font toucher du doigt la dépense publique inutile et galvaudée ? On a l'impression que chaque année on découvre les mêmes marronniers, avec les mêmes problématiques de dépenses publiques totalement inutiles qui n'ont servi strictement à rien. La première économie, elle serait peut-être là ! »

Taxer tous les carburants

1 1

Un participant: « On taxe fortement l'essence, le gazoil, il n'y a rien à dire là-dessus, par contre on taxe pas le kérosène on taxe pas le fioul lourd, très néfaste, des cargos qui nous amènent des containers venant de Chine alors qu'on pourrait très bien fabriquer ça chez nous, donc il faut taxer cela aussi parce qu'un porte-container qui vient de Chine pollue davantage que toutes les voitures qu'on a en France. »

DETTE

Que l'Etat fasse des budgets à l'équilibre (supprimer la dette)

2

Un participant: « Moi ce qui m'inquiète c'est la dette de la France. La France est encore en train de faire des emprunts pour payer nos dettes et il est grand temps que ça s'arrête. Ça fait 40 ans qu'ils ont pas fait un budget en équilibre et il serait peut-être temps que le gouvernement commence à faire des budgets en équilibre parce que je m'inquiète pour l'héritage de nos enfants. »

Relativiser l'importance de la dette avec la richesse du patrimoine

1 1

Un participant: « Sur la dette, je partage un point de vue qui est un petit peu différent : il y a un économiste qui a écrit le « Traité d'économie hérétique »⁴ qui explique ce qu'on appelle « dette » et c'est assez intéressant de comprendre. En fait c'est pas la dette qui est un problème, parce qu'on en a tous dans les ménages et il faut savoir que les dettes privées sont le double de la dette publique, mais le principe de la dette c'est qu'il faut avoir en face l'équivalent c'est à dire que quand je fais un emprunt et que j'achète une maison bien sur j'ai une dette, mais j'ai aussi une richesse : j'ai la maison. C'est l'équilibre des deux qu'il faut assurer, donc la dette en tant que telle je pense que c'est un argument qui justifie une politique d'austérité depuis un sacré paquet d'années. La France c'est pas forcément un pays pauvre, on a quand même des richesses, du patrimoine. Deuxième aspect quand on compare la dette publique à la dette des ménages il y a une certaine subtilité : si vous avez plus de 60 ans et que vous allez faire un emprunt vous allez voir que votre banquier va vous dire que le nombre d'année va être limité parce qu'après 70 ans on vous prête plus parce qu'il y a le risque que vous ne soyez plus là pour payer. Ce n'est pas le cas d'un état : l'Etat il ne naît pas, il ne meurt pas, il est pérenne, donc la dette, bien sûr il faut la maîtriser mais il ne faut pas lui donner non plus, plus d'importance qu'elle n'en a, parce que c'est elle qui justifie les politiques d'austérité. Par contre, quand on vend du patrimoine qui a une certaine valeur là effectivement on peut s'interroger : si on le vend on va récupérer de l'argent à la place, mais si on le dépense rapidement on appauvrit le pays ! Y a un équilibre à trouver, il ne faut pas qu'on se retrouve en situation de déficit, mais la faillite c'est pas la dette. »

EQUITE FISCALE

Remise à plat du système d'imposition pour que toutes les richesses contribuent

2

Un participant: « On est dans un monde en grosse transformation, avec beaucoup de choses qui bougent et qu'on a du mal à imaginer. Le travers, ce serait de dire « il faut baisser la fiscalité ». Le problème est plutôt je pense dans « comment on va répartir » et « comment on va impacter toutes les richesses pour que la répartition soit équitable ». Je pense au secteur numérique en particulier : aujourd'hui beaucoup de richesses passent à côté de l'impôt alors que ce serait des rentrées importantes pour assurer ensuite des services publics. La question c'est « quel mode de répartition pour qu'elle soit équitable et que ce ne soit pas toujours les mêmes qui ont le sentiment d'être pompés systématiquement ? » Donc il faut intégrer réellement l'économie numérique dans la participation à l'impôt. »

Faire la chasse à l'évasion fiscale

7

³ La Cour des comptes est l'institution de contrôle chargée de vérifier l'emploi des fonds publics et de sanctionner les manquements à leur bon usage. Elle est notamment constituée de Chambres Régionales. [Site officiel](#)

⁴ Thomas PORCHER, éditions Fayard, 2018

Un participant: « Il y a 80 milliards qui sont déroutés de la fiscalité pour être envoyés dans les paradis fiscaux et comme on diminue le nombre de contrôleurs, je ne vois pas comment on va les récupérer ! »

ENTREPRISES

Faire participer les autoroutes dans les frais de sorties d'autoroute (voire routes) jusqu'aux villes

1

Une participante: « S'il faut trouver de l'argent, autant en dépenser moins ! Moi je me posais la question des autoroutes : on paye tous les autoroutes, on sait très bien que l'argent des autoroutes ne va pas seulement dans le bitume, ni dans les personnes avec des gilets jaunes sur les bas-côtés, donc pourquoi les autoroutes ne participeraient pas aussi à l'entretien des routes qui vont de la sortie de l'autoroute jusqu'au centre-ville ? Je ne parle pas de toutes les petites routes mais de la sortie d'autoroute au centre-ville parce qu'ils sont très contents lorsqu'il y a, par exemple, les 24h du Mans : tout le monde prend l'A10, tout le monde sort au Mans, et entre la sortie Le Mans et la ville c'est la collectivité qui paye le bitume ce ne sont pas les autoroutes or les autoroutes elles ont encaissé le ticket... »

Faire payer les GAFAs⁵ (et les autres multinationales)

3

Un participant (suite à une proposition d'un autre participant de « faire payer les GAFAs ») : « On montre toujours du doigt les GAFAs mais ce ne sont pas les seuls, je crois que toutes les entreprises multinationales du CAC 40 ont un taux d'imposition de l'ordre de 15% (impôt sur les sociétés) or en France normalement c'est 30% pour l'ensemble des autres entreprises donc la taxation, toutes les multinationales y échappent »

Supprimer le CICE⁶

4

Un participant: « Monsieur Hollande nous avait fait cadeau du CICE, soit disant pour créer des emplois : on a dépensé 20 milliards d'euros la première année et on a créé 100 000 emplois. Si vous faites le calcul ça fait 200 000 euros l'emploi, où est passé le reste ? Dans la poche des rentiers tout simplement... »

Pas privatiser les sociétés rentables/nationaliser l'autoroute

3

Un participant: « On parlait des autoroutes tout à l'heure, c'est une vraie gabegie ! On a tranquillement vendu des autoroutes à bon prix à des entreprises de travaux publics, c'est amorti et ils ont l'exploitation jusqu'en 2035 c'est à dire que tout ce qu'il y a maintenant ça rentre dans leurs poches ! On a un président qui vante la valeur travail mais en fait, toutes ses décisions c'est pour les rentiers ! On parle même de vendre Aéroports de Paris, qui est absolument rentable. On va le vendre, comme on a vendu Toulouse et maintenant les Chinois ils le revendent en faisant un gros bénéfice. Donc, aucune privatisation des choses rentables, je ne vois pas l'intérêt et renationalisation des autoroutes, si possible sans indemnités ! »

Conserver l'écotaxe pour faire payer les étrangers qui transitent en France et utilisent les nationales

3

Interdire le cabotage

Un participant: « Je vais rebondir sur ce que vous dites et je pense qu'il faut inciter les gens à reprendre l'autoroute. Moi, je travaille pour un transporteur et ils nous disent de moins en moins de prendre l'autoroute : on prend toutes les nationales. Il y a je ne sais pas combien de camions qui circulent, parce qu'en plus y a tous les pays de l'est : pour aller en Espagne ils passent tous par la France, ils ne prennent que les nationales, ils font même pas le gasoil en France parce qu'ils ont des réservoirs de 2000l, ils le prennent en Espagne avant de remonter chez eux. Les routes c'est eux qui les abiment, nous on arrive derrière en ayant des prix plus élevés qu'eux parce qu'ils sont payés au tarif de leur pays ce qui fait qu'ils sont payés 500 euros par mois et nous on gagne 3 à 4 fois plus : forcément on est moins compétitifs !

Moi j'étais pas d'accord avec les Bonnets rouges pour supprimer l'écotaxe : il fallait la conserver, ne serait-ce que pour les gens qui traversent le pays gratuitement ! En plus quand vous avez traversé la France en traversant tous les bleds je vous dis pas ! Maintenant on fait tout pour dévier les camions, on en veut plus dans les centres-bourgs : entre les trottoirs qui sont d'une hauteur incroyable et qui augmentent de 15 à 20% les éclatements de pneus dans les coins de trottoirs, les ralentisseurs...et on pourrit la vie des gens parce qu'on passe partout sous les fenêtres des gens qui dorment en pleine nuit. C'est pas normal !

Madame disait de demander aux sociétés d'autoroute de financer les nationales moi je dirais encore plus : qu'on fasse dans les alentours le comptage des gens qui prennent trop la nationale et qu'on taxe les sociétés d'autoroute qui font un bénéfice, comme à La Gravelle⁷. Je parle que pour les étrangers : conserver l'écotaxe pour ceux qui prennent la nationale !

⁵ Acronyme désignant quatre des entreprises les plus puissantes dans le domaine des nouvelles technologies : Google, Apple, Facebook, Amazon. Le M de Microsoft y est parfois ajouté.

⁶ Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi

⁷ Péage sur l'autoroute A81

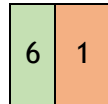
Et il faut arrêter le cabotage ou à la limite autoriser un cabotage. Le cabotage c'est charger en France pour livrer en France par un étranger.

Dans le temps c'était autorisé : y avait des Espagnols qui montaient par exemple à Lille, ils vidaient et rechargeaient à Paris pour vider par exemple à Bayonne ou Bordeaux et recharger pour rentrer chez eux. Maintenant, les étrangers ils restent en France et il y a des grosses sociétés qui embauchent des étrangers et qui les amènent en car en France. Ils tournent pendant trois mois en France et ils nous piquent tous les voyages. »

DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

MODALITES DE VOTE

Reconnaitre le vote blanc : éviter le vote-sanction, mise en place d'un palier



Une participante : « Reconnaitre le vote blanc comme un vote de mécontentement pour éviter ce qu'on appelle le « vote-sanction », et il faudra peut-être fixer un palier pour reporter une élection si le vote blanc est très important. On recommence une campagne avec la notion qu'il y a eu un vote blanc et je pense que les débats après seront différents »

Rendre le vote obligatoire



Un participant : « Je serais assez d'accord pour que ce soit obligatoire d'aller voter, parce que on s'aperçoit quand même que dans beaucoup de situations les gens qui grognent sont souvent des gens qui vont jamais voter. Je ne vais pas dire qu'ils ont pas le droit de parler mais quand même c'est pénible parfois... donc moi je suis favorable à reconnaitre le vote blanc mais aussi obliger les gens à aller voter ! »

Redonner de l'intérêt au vote



Un participant : « J'aurais plutôt tendance à me poser la question de pourquoi les gens ne vont plus voter. Je pense qu'on est dans des situations de non-vote certaines fois, c'est à dire qu'on ne choisit pas forcément le candidat qu'on aimerait avoir, mais on choisit celui qui sera le moins pire parmi ceux qui restent. Je crois qu'il y a un problème de représentativité qui se pose, parce qu'on peut être majoritaire dans une minorité. On peut bien sûr imposer le vote mais ça va pas changer les choses, si les gens ne vont pas voter c'est qu'ils n'y trouvent plus d'intérêt. Pourquoi ils n'y trouvent plus d'intérêt ? Qu'est-ce qu'on peut faire pour leur donner envie d'aller voter ? Je pense qu'on leur donnerait envie si quand ils vont voter, il y a du choix et qu'ils croient dans le choix qu'on leur propose. Quand, au deuxième tour, on vote pour quelqu'un qu'on ne choisirait pas mais pour éviter de prendre l'autre, on démotive des gens parce qu'au bout de deux ou trois fois ils n'y vont plus... »

Autoriser les listes incomplètes dans les petites communes. Donner du choix



Une participante : « Dans nos petites communes de plus de 1000 habitants, pour l'élection du maire, il faut une liste fermée⁸, où le nombre de candidats doit correspondre au nombre de sièges. Or, dans les petites communes, on a bien du mal à avoir deux listes et on se retrouve à aller voter avec une seule liste, donc pas d'opposition et des gens qui sont totalement démotivés parce que deux mois avant on sait qui va être maire, qui seront les conseillers... On a aucun choix et je trouve que c'est un peu frustrant et ça ne me paraît pas logique. Je ne sais pas s'il faudrait revenir aux listes ouvertes mais qu'on laisse le choix aux citoyens et qu'on les incite à aller voter ! »

PARLEMENT

Quorum exigé pour le vote des lois à l'Assemblée nationale



Un participant : « A l'Assemblée nationale il y a des votes et les députés ne sont pas toujours présents surtout en fin de soirée ou en début de matinée donc je voudrais qu'il y ait un quorum de députés qui soit exigé au moment des votes »

Conserver le Sénat



Une participante : « Je pense que le Sénat est une chambre absolument indispensable parce qu'autrement on aurait une Assemblée nationale qui est souvent un peu godillot et les lois passeraient peut-être un petit peu trop facilement. Le Sénat a l'avantage d'être un organisme de réflexion, qui prend son temps, qui réfléchit... D'ailleurs il est assez symptomatique que tous les chefs d'État, tous les présidents de la république aient eu l'idée un jour ou l'autre de se débarrasser du sénat, parce que « franchement avec ces gens-là » on pouvait pas faire ce qu'on voulait, et je pense qu'il faut le conserver c'est absolument indispensable ! »

⁸ Le seuil pour les listes fermées a été fixé par une loi du [17 mai 2013](#) à 1000 habitants à partir des élections de 2014, auparavant il était à 3500.

Arrêt des séances nocturnes de l'Assemblée nationale

2 1

Un participant: « La France est l'un des seuls pays où il y a des séances nocturnes au parlement et des lois qui sont votées à 57 députés en pleine nuit. Qu'il y ait un quorum c'est bien, mais qu'on supprime ces séances nocturnes de sorte à pouvoir aussi redonner à nos députés une vie décente »

Faire en sorte qu'une partie des députés aient une expérience locale

1 1

Un participant: « Le cumul des mandats, effectivement ça peut coûter un peu cher parce qu'il y a une personne qui est payée deux fois. Mais si elle est payée deux fois en faisant un travail efficace elle ne coûte pas plus cher qu'une autre. Regardez, actuellement la composition des chambres que ce soit le sénat ou la chambre des députés, malheureusement il y a là-dedans beaucoup de gens qui antérieurement n'ont pas exercé des mandats locaux. Je pense qu'il serait bon que quand les décisions sont prises au niveau national, il y ait aussi, parmi les gens qui votent ces lois, beaucoup qui aient une expérience locale avant d'avoir uniquement une expérience nationale. Peut-être pas la totalité de la chambre mais un certain nombre de députés sur les 577! »

Pas de cumul des mandats

1 1

Un participant: « Moi je suis pas du tout d'accord, je suis contre le cumul des mandats ! Bien sûr, si on veut acquérir de l'expérience il faut d'abord passer par le local, mais ce n'est pas facile à mon avis d'être à la fois un député et un maire, ou alors le député n'avantage que sa commune... »

DEMOCRATIE LOCALE

Redonner un sentiment de citoyenneté (- de critiques, + de respect)

1

Une participante: « On se pose la question d'aller voter ou pas, mais dans les petites communes, c'est d'abord un problème de candidats. C'est facile de râler, mais il faut y aller aussi ! Ce n'est pas forcément évident et y a énormément de maires et de conseillers municipaux qui vont lâcher l'affaire. Il y a des endroits, des petites communes où c'est problématique de constituer une liste. Donc râler sur les élus et aller voter ou pas c'est une chose mais il faut aussi que les citoyens respectent les élus et du travail accompli plutôt que d'être toujours dans la critique et ne jamais proposer quoi que ce soit... »

Revaloriser le statut des maires (élus locaux) pour permettre un meilleur engagement citoyen

1

Un participant: « Le constat qui est fait nationalement c'est que c'est difficile d'avoir des candidats. Une fois élu il y a le problème du respect, mais aussi la charge de plus en plus importante. Il faudrait déjà une réflexion de l'Etat sur comment redonner du pouvoir à la démocratie et à la citoyenneté locales, en revalorisant le statut des maires, en leur permettant d'avoir réellement des pouvoirs, plus qu'ils n'en ont aujourd'hui (parce que souvent ils ne sont que les applicateurs de lois) Avec plus d'autonomie au niveau local, ça engagerait peut-être d'autres personnes à devenir candidat.

Revaloriser le statut de l' élu local en lui permettant réellement de pouvoir gérer correctement sa commune en évitant les coups de bâton, parce que ce n'est pas lui qui est responsable des lois »

Encourager la participation aux conseils municipaux (communication)

3

Un participant: « On peut assister aux réunions de conseil municipal et de communautés de communes. J'y ai assisté assez régulièrement et on est peu nombreux. Tout le monde ne sait pas qu'on peut y assister, on peut peut-être en parler ! Par contre, une petite critique sur ces conseils : il y a trop de sigles, on ne s'y retrouve pas ! »

EDUCATION A LA CITOYENNETE

Eduquer à la citoyenneté dès l'enfance

3

Un participant: « Quand j'entends la difficulté à se syndicaliser, à être candidat... c'est au plus jeune âge qu'on éduque à la citoyenneté et depuis 50 ans notre pays met la patte sur la jambe de bois systématiquement à chaque gouvernement par rapport aux politiques de l'Education Nationale et de la Jeunesse et des Sports et ça ne marche pas. C'est clair qu'on a une perte de plus en plus forte de la notion de citoyenneté y compris parmi les plus jeunes alors que c'est avec eux qu'il faut travailler en tant que futurs adultes qui pourront eux se positionner comme citoyens. Quand on a 40, 60, ans ou plus, on est passés par un certain nombre d'étapes qui permettent d'avoir une idée de la citoyenneté... Il faut réfléchir réellement à des notions d'éducation à la citoyenneté depuis le plus jeune âge, avec des approches de ce que c'est que se syndiquer par exemple. Tout le monde est futur salarié et quand est-ce qu'on apprend ce qu'est un syndicat ? Quand on est dans l'embarras dans son entreprise... »

Savoir écouter l'engagement des jeunes

3

Une participante: « J'ai la chance d'être enseignante en lycée agricole, de la 4ème au BTS. J'ai des tous petits de 4ème et lorsqu'on demande qui pourrait représenter pour la cantine, il y a 20 doigts sur 24 qui se lèvent, quand on leur dit « qui veut être délégué de la classe ? », 20 doigts sur 24, : ils fourmillent d'idées et ils ont une énergie folle, ils ont envie de faire plein de choses pour leur classe, pour leur école, pour tout... »

Et puis vous arrivez au niveau première « Qui veut être délégué ? » « Réponse : « Pff toute façon on ne nous écoute jamais, ça sert à rien, moi je vais faire mes loisirs et puis j'ai pas le temps ».

Vous continuez et vous arrivez au BTS et là ils vous disent "ben qu'est-ce que j'y gagne ? est-ce que j'aurai moins d'heures ? si je suis délégué j'ai droit à quoi ?" et là, la notion de partage, l'idée de se battre pour une idée commune qu'on avait en 4^{ème}, elle est cassée. Elle est cassée parce que les jeunes on leur dit « c'est bien, représentez ! » et quand ils ouvrent le bec, on leur dit « tu ne peux pas comprendre ça coute cher ! » et c'est vrai aussi dans les associations sportives. Les jeunes disent « on voudrait bien avoir des cours de foot pendant les vacances » et on leur répond « ça nous embête nous, les adultes, donc non, toi, tes vacances tu les passes chez mamie ! ». A quoi ça sert de discuter quand on a quinze ans ? Donc il faut savoir écouter l'engagement des jeunes et des très jeunes.

SYNDICATS

Education et incitation à l'engagement syndical

2

Une participante: « Je trouve qu'aujourd'hui, on a un manque d'engagement au niveau syndical et que si la population était plus engagée dans les syndicats, on n'aurait peut-être pas eu ce mouvement qui aurait surgit d'un coup puisqu'il aurait pu être discuté au niveau des corps intermédiaires. Je trouve dommage qu'aujourd'hui les syndicats ne soient plus qu'une infime représentation du monde salarié. Je ne suis pas pour l'obligation de se syndiquer mais la solution c'est qu'on puisse faire un travail dans le monde du travail, parce que dans une grande entreprise, chez les fonctionnaires c'est facile de se syndiquer mais dans une petite entreprise c'est beaucoup plus difficile. Par exemple dans l'agroalimentaire les personnes ont du mal à se syndiquer puisque vous êtes catalogué... donc qu'il y ait une éducation au syndicalisme et, au niveau de la direction des entreprises, une incitation à ce que les salariés puissent se syndiquer »

Redonner une place aux syndicats/respect des partenaires sociaux par le pouvoir

5

3

Un participant: « Pour rebondir sur la place des syndicats, je crois qu'il faut qu'on relise un peu les 15 dernières années pour voir ce qui s'est passé : combien de conflits très durs, pourtant légitimes, n'ont jamais abouti ? Ça, ça a complètement décrédibilisé les syndicats auprès des salariés : « à quoi ça sert que je me syndique ? On a fait la grève, on a perdu de l'argent et ça n'aboutit pas... » Je crois que le pouvoir a une responsabilité très forte, c'est de respecter les partenaires sociaux. Quand c'est « non » avant de commencer mais « venez discuter » et que ça n'aboutit pas, effectivement au bout d'un moment, on a plus d'interlocuteurs ! Quand j'entendais le président dire, il n'y a pas très longtemps « il faudrait des syndicats avec qui on puisse discuter » et bien ne les cassez pas !

Bien sûr que c'est pratique d'avoir des interlocuteurs mais quand on les casse on en a plus et après il se passe ce qu'on a vécu. Quand les gens sont pas d'accord il est légitime qu'ils le manifestent ! Donc si on veut redonner la place aux syndicats c'est effectivement, comme pour les élus, de leur redonner une place qui sert à quelque chose et où ça se voit, autrement on ne s'en sortira pas ! »

Pas de politique dans les syndicats

1

4

Une participante: « Pourquoi les gens se désintéressent des syndicats ? C'est peut-être parce qu'ils sont un peu trop politisés, ça a beaucoup nuit ! Il existe des syndicats professionnels qui fonctionnent très bien dans certaines branches de métiers donc on devrait peut-être plus encourager ce système où les gens défendent les gens qu'ils connaissent et les métiers qu'ils connaissent parce que franchement dans les débats, dans certaines tribunes qu'on peut entendre, on ne sent pas vraiment l'engagement pour défendre les travailleurs et je pense que le problème il est là ! Alors des syndicats oui, mais apolitiques ! »

TRANSITION ECOLOGIQUE

EAU

Limiter la pollution des eaux par les pesticides et traiter les médicaments et pesticides dans les stations d'épuration

4

Un participant: « 80% de l'eau potable provient de prise d'eau dans les rivières, l'eau de ces rivières est polluée en particulier par l'agriculture conventionnelle, notamment par les pesticides. Ça coute très cher de traiter cette eau brute pour la transformer en eau potable et je voudrais qu'il y ait des actions qui soient prises pour qu'on limite la pollution au niveau de l'agriculture conventionnelle pour des eaux brutes plus propres. Il faut aussi des stations d'épuration avec des systèmes qui puissent aussi traiter les médicaments. »

Un autre participant : « Je pense que dans le milieu agricole on n'exploite pas des pesticides par plaisir : on utilise les produits modérément, à des quantités réduites pourquoi utiliser plus s'il n'y a pas de nécessité ? c'est

un cout supplémentaire et du travail supplémentaire donc notre intérêt en tant qu'agriculteurs c'est pas de faire tout et n'importe quoi ! Le milieu agricole on est quand même sérieux... »

ENERGIE

Intégrer le traitement des déchets dans le coût du kWh. Intégrer dès la conception la fin de vie du produit

2
2

Un participant: « Je pense qu'il faudrait qu'on intègre dès le départ dans le coût du kWh le traitement des déchets. On aurait des choix énergétiques qui seraient un petit peu différents de ce qu'on vit aujourd'hui. Par exemple, si on chiffrait le coût de traitement des déchets nucléaires dans le coût du kWh nucléaire je suis pas sûr que ce soit le plus avantageux, et avec l'argent qu'on y a engouffré, on aurait peut-être fait d'autres choix en termes énergétiques qui nous mettraient dans une situation beaucoup plus favorable aujourd'hui. »

Une participante: « Cette idée n'est pas mauvaise mais il faudrait aussi le faire pour les éoliennes dont on sait qu'au bout d'un certain temps, elles doivent être démontées et qu'on ne sait absolument pas quoi faire des déchets »

DEPLACEMENTS/VOITURES

Promouvoir l'hydrogène plutôt que l'électrique

2 1

Un participant: « Comment se fait-il qu'on promeuve une technologie qui n'est absolument pas aboutie comme l'électrique ? Les voitures électriques c'est bon pour les gens qui habitent en ville, pas pour ceux qui habitent dans nos zones rurales ou semi-rurales : il faut 8h pour charger une voiture et il faut quelques heures pour faire 400km et la décharger complètement. Il y a une solution technique qui existe dans certains pays, qui commence à démarrer et qui s'appelle l'hydrogène : pourquoi est-ce qu'on ne met pas le paquet sur l'hydrogène ? On peut tous le fabriquer chez nous avec un panneau solaire, on a tous appris ça à l'école, ça s'appelle l'électrolyse de l'eau. De l'eau on en a, du soleil on en a et des panneaux solaires on en a ! Il faut investir dans la recherche ! »

Faire en sorte que le travail ne nécessite pas trop de déplacements

Un participant: « Je pense qu'il y a un lien à faire avec des accords sociaux qui peuvent être passés : on a libéralisé beaucoup le code du travail et il y a des gens aujourd'hui qui, pour faire un temps plein, font 2 ou 3 entreprises et se retrouvent sur des postes distants...et quand on croise ça avec la transition écologique on est en train de créer un système qui va encore multiplier les déplacements. Donc pour moi la transition écologique elle doit être prise en compte dans toute réflexion qu'on peut avoir, qu'on la prenne en compte dès le départ parce qu'après on crée des solutions où effectivement on a des situations problématiques. Quand on veut organiser l'entreprise avec une souplesse extrême dans laquelle on peut avoir des petits contrats et qu'on les empile sur plusieurs entreprises... pourquoi on aurait pas un maximum pour que les gens ne se déplacent pas trop ? Si y a deux mi-temps dans deux entreprises très proches ça ne change pas les déplacements mais quand y a deux mi-temps à 80km de distance ça pose problème »

Recréer de l'emploi local

Un participant: « Chez nous on est obligés d'aller à Redon ou à Vannes alors il y a un souci, et puis le travail y en aura jamais ici et la logique c'est de ramener le travail au près. On peut parler de plein de choses mais s'il n'y a pas de travail y a pas de richesse ! »

Aménager des voies protégées pour les transports doux

6

Une participante: « Nous on est tous en zone rurale, le transport ça nous prend beaucoup de temps et surtout on fait de la distance. Moi je veux bien me déplacer à vélo, j'ai la forme, sauf que j'ai peur sur certaines routes : on va se faire écraser, c'est clair ! Il n'y a pas de place, c'est un bas-côté qui ne tient pas, et y a des fossés partout donc 80 ou 90 km/h c'est dangereux ! Pourquoi ne pas avoir une voie protégée, un seul côté qui autoriserait les vélos les piétons et autres moyens de transport, ça éviterait d'utiliser des voitures. Ça existe beaucoup en ville... »

Pourquoi pas plus de Colza dans les véhicules (40% export) ?

Un participant: « On produit beaucoup de colza et on en exporte 40%.⁹ Pourquoi ne pas l'utiliser plus pour la consommation des véhicules en France ? »

⁹ NB : Un autre participant a affirmé pendant la réunion que d'après ses recherches la balance commerciale du Colza était équilibrée. Nos recherches ne nous ont pas permis de trouver un chiffre fixe pour 2018 mais d'après FranceAgrimer la production française a été inférieure en 2018 par rapport à 2017 ce qui a entraîné une hausse des importations. Source : FranceAgrimer

FISCALITE ECOLOGIQUE

Appliquer les normes aussi aux produits importés

9

Une participante: « Je souhaiterais que les normes qui sont appliquées en France soient aussi appliquées pour les produits qui sont importés c'est-à-dire que les agriculteurs français ne soient pas les seuls pénalisés. Qu'on taxe les produits importés puisque ce serait vraiment injuste pour les agriculteurs français qu'ils subissent une mise aux normes et que la population française mange des produits qui viennent de l'extérieur mais pollués »

TVA calculée sur l'empreinte écologique des produits/augmenter progressivement la TVA sur les produits à fort impact écologique

8

Une participante: « Pour tous les produits, à quelques exceptions près, il y a 20% de TVA et je me demande si elle ne devrait pas être dépendante de la valeur ajoutée au niveau écologique : plus un objet est écologiquement recyclable ou a été créé avec peu de consommation, plus cet objet va avoir une TVA faible, plus l'objet va demander de l'énergie, des infrastructures pour son recyclage, plus la TVA va monter. Ça permettrait de valoriser des produits plus écologiques et de pénaliser quelque part des produits moins écologiques. On peut relier comme ça fiscalité et transition écologique.

Dans un deuxième temps, je dis bien dans un deuxième temps parce qu'il faudra qu'on s'adapte : augmenter les TVA progressivement des produits les plus polluants, ce qui permet quand même de récupérer de l'argent »

Maintenir l'activité pour pouvoir rester dans son pays

2

Un participant: « Une chose qui me paraît importante c'est de repenser la distribution de l'activité au niveau du territoire, parce qu'il y a quand même une concentration très forte de l'activité autour des grandes villes, ce qui crée des problèmes dans des zones où y a beaucoup moins d'activité, moins de population, donc des problèmes en matière de services. Une répartition plus équitable des activités sur l'ensemble du territoire national éviterait peut-être des problèmes de déplacement, aurait un impact différent sur l'environnement, favoriserait des circuits courts... L'aménagement du territoire est aussi une façon d'éviter des désertifications, des fermetures de services etc. Donc ça c'est un axe à ne pas oublier. Ça se résume dans un slogan d'il y a quelques années : « le droit de vivre et travailler au Pays » mais pour ça, il faut qu'il y ait de l'activité !

AUTRES SUJETS

MIGRANTS

Investir l'argent des centres de rétention pour les migrants

2

Une participante: « La loi immigration a changé au 1er janvier 2019, elle s'est durcie et les politiques portent un regard et une parole très négatif par rapport à cette immigration. Moi ce que je souhaiterais, c'est que l'argent qui est investi dans les centres de rétention ou dans le transfert des personnes dublinées serve à accueillir les personnes sur le territoire et à leur donner une vie digne. »

Arrêter le renvoi des personnes dublinées

4

Une participante: « Il faut arrêter le transfert des personnes dublinées qui coutent des sommes importantes pour un ping-pong entre les pays.

Une personne dublinée est une personne qui a laissé ses empreintes dans le premier pays d'arrivée et qui doit donc demander l'asile dans ce pays-là, or les personnes ne veulent pas forcément demander l'asile dans ce premier pays : elles vont dans le pays souvent où elles parlent la langue. Pour ce qui concerne la France, si une personne est passée par l'Italie par exemple elle sera transférée en Italie et les transferts peuvent avoir lieu jusqu'à deux ou trois fois donc à chaque fois, il y a un vol, des personnes de la police, de la gendarmerie... et ça coute énormément d'argent. Or chaque pays a le droit de passer outre la procédure Dublin¹⁰ »

NUMERIQUE

Garantir l'autonomie numérique de l'Europe

3

Un participant: « Je pense que l'économie numérique doit participer à hauteur des richesses qu'elle développe. On a de nouvelles rentrées qui sont pas utilisées aujourd'hui faut y aller ! D'autant plus qu'il y a des choix que je trouve particulièrement risqués et inquiétants aujourd'hui : quand on va travailler avec les grosses entreprises GAFAM, qui s'arrangent bien pour optimiser fiscalement, sachant que ces entreprises là nous enlèvent toute autonomie. Il n'y a pas tellement longtemps quand il y a eu l'embargo des USA en Iran, des grosses sociétés qui y étaient installés sont parties aussi. Imaginez qu'un jour quelqu'un d'un peu farfelu décide qu'Amazon ne traite plus avec l'Europe, tous les gens qui travaillent avec Amazon ils vont faire quoi ? est-ce qu'on a pas à

¹⁰ Du nom du règlement européen « Dublin III »

défendre des solutions au niveau européen (parce qu'il faut quand même une échelle suffisante), au niveau du numérique pour qu'on ne soit pas tributaires d'entreprises qui aujourd'hui ont un pouvoir au-dessus des états. Ils ont des tribunaux au-dessus des états ! Comment on va garder notre indépendance et notre autonomie dans une société numérique ? Avoir l'ambition d'avoir un projet européen qui assure une autonomie et qui garantit qu'il y a une contribution sur les richesses pour alimenter l'impôt, parce qu'on est dans un nouveau monde, il faut aussi qu'on en tienne compte pour les rentrées autrement on va épuiser les derniers qui cotisent »

ETUDIANTS/JEUNESSE

Favoriser l'accès au logement et à la nourriture pour les étudiants

3

Une participante: « je lisais l'autre jour qu'il y avait, une épicerie solidaire qu'il s'était monté à l'université de Rennes 2 puisque les étudiants avaient de plus en plus de mal à se nourrir, et on remarque qu'il y en a de plus en plus aux restos du cœur. Il faudrait mettre en place plus que les bourses nationales qui existent pour que les étudiants puissent se loger et manger correctement et ne soient pas toujours obligés d'aller chercher un travail pour subvenir à leurs besoins puisqu'on peut penser que s'ils sont obligés de travailler, ils consacrent moins de temps à leurs études donc forcément ils mettront plus de temps à obtenir leurs diplômes »

Aides pour financer les coûts de concours des étudiants

2

Une participante: « Quand on voit les concours d'entrée au niveau de la terminale dans les écoles (éducateurs, orthophonie...) qui coutent 90 euros à chaque écrit et peut être 50 euros à chaque oral. Il y a vraiment une inégalité au niveau des familles puisque certains enfants pourront passer plusieurs concours et d'autres devront se limiter à un seul. Donc je pense qu'on devrait instaurer une aide pour que tous les futurs étudiants puissent passer un nombre plus important de concours souhaitent ou la suppression du cout du concours »

RSA moins de 25 ans

2

Une participante: « Il faut accorder le RSA aux moins de 25 ans, qui n'existe pas. Il existe bien la garantie jeunes¹¹ mais je ne suis pas sure qu'elle soit dans tous les départements... »

TRAVAIL

Conserver et créer les emplois dans les métiers de relations humaines non robotisables

6

Un participant: « Je pense que dans les dix ans à venir, on va avoir des surprises pas forcément agréables en terme d'emplois, avec l'arrivée en particulier des applications de l'intelligence artificielle. Et quand on réfléchit pour savoir dans quel secteur elle aura encore du mal à percer, c'est dans la relation humaine : aujourd'hui un robot il est pas capable de remplacer un humain dans l'écoute etc. Or, on fait quoi aujourd'hui ? On supprime les métiers dans le social, dans la santé, dans l'enseignement, dans la justice... on est en train de supprimer des emplois qu'on devrait créer si on veut répartir de l'activité humaine entre les humains dans les années qui viennent : c'est paradoxal ! Il faut penser à l'avenir, on peut aujourd'hui avoir une idée plus précise des métiers qui vont disparaître parce que c'est les robots qui vont les faire et donc voir dans quel domaine il faut s'investir pour que l'humain garde une activité et repenser l'activité humaine sur des secteurs où il n'y a pas encore de concurrence de l'automatisation.

Il faut orienter les professions sur des métiers dans lesquels y a encore de l'avenir : quand je parle avec un malade, que je l'écoute etc. le robot il fait pas ça ! C'est là qu'on a besoin d'humains et c'est là qu'on les enlève pour réduire le travail d'une infirmière, par exemple, à des taches mécaniques alors qu'elle voudrait bien avoir du temps pour discuter avec le malade. Le problème de répartition des activités entre humains il se pose de plus en plus vite ça fait des années qu'on lutte contre le chômage on sait bien qu'on ne trouve pas le plein emploi c'est pas par hasard »

Un autre participant: « Je vais rebondir sur ce que vous dites et j'aime bien vous entendre parler parce que actuellement j'ai un petit souci de santé cardiaque et j'ai été à l'hôpital Chubert l'autre : ils ont une équipe là-bas au service cardiologie, chapeau ! ils viennent vous parler, vous expliquent tout de A à Z c'est super parce qu'au moins tu sais ce qu'ils vont te faire et ensuite, tu pars plus tranquille, quand ils quittent la chambre t'es apaisé. C'est vrai que c'est vachement important parce que ça joue sur l'état de santé ! »

¹¹ La « garantie jeunes » est un dispositif géré par les Missions locales destiné aux jeunes de 16 à 26 ans, en situation de précarité qui ne sont ni en emploi, ni en formation, ni en étude. Le dispositif a été étendu à toute la France en 2017, après une phase d'expérimentation. Source : [ministère du Travail](#)

Revaloriser le travail Augmenter les indemnisations maladie

4

Un participant: « Il faut remettre la valeur travail en avant parce que là je suis en arrêt de travail j'ai été au chômage il n'y a pas longtemps, j'ai quitté une boîte après 27 ans de maison, j'ai retrouvé un autre travail à côté mais il m'a pas gardé du coup j'ai retouché du chômage. Moi le chômage, j'aime pas trop ça et puis dans le transport y a quand même énormément de boulot, et j'ai retrouvé du travail vite fait. Jje suis passé à la médecine du travail là ils m'ont dit : « vous avez un problème cardiaque, on vous met en arrêt » et depuis que je suis en arrêt, je touche 50% de mon salaire, alors que si vous avez des problèmes d'argent en plus que d'avoir des problèmes cardiaques c'est pas fait pour arranger les choses... Je peux pas reprendre le travail en tant que chauffeur routier avec des soucis cardiaques, je dois me faire installer un pacemaker et tant qu'il n'est pas installé et qu'ils m'ont pas donné l'aval j'ai pas le droit de reprendre le boulot, pourtant moi j'ai bien insisté pour reprendre le travail. A côté de ça quand j'étais au chômage je gagnais plus que quand je suis en arrêt : il vaut mieux être en pleine forme et au chômage que d'être travailleur et malade ! »

PRINCIPES

Arrêter la surréglementation

2

Un participant: « Je vais dire tout simplement au président Macron : qu'il arrête de nous embêter ! J'en reviens toujours au transport, parce que c'est mon domaine, mais les 80km/h, les choses comme ça, qu'il les laisse à la compétence des régions ! Ce n'est pas au niveau national qu'on règle si une route doit être à 60, 80 ou 90 km/h ! Il y a des endroits où on peut plus dépasser et c'est plus dangereux qu'avant ! Qu'ils arrêtent de nous emmerder avec toutes leurs législations ! Dans le transport, c'est une catastrophe : quand vous partez le matin, vous êtes sans arrêt en train de réfléchir pour ne pas attraper une prune en fin de journée et c'est pénible de travailler comme ça ! Qu'ils nous laissent libres un peu, qu'ils nous lâchent avec tout ça ! »

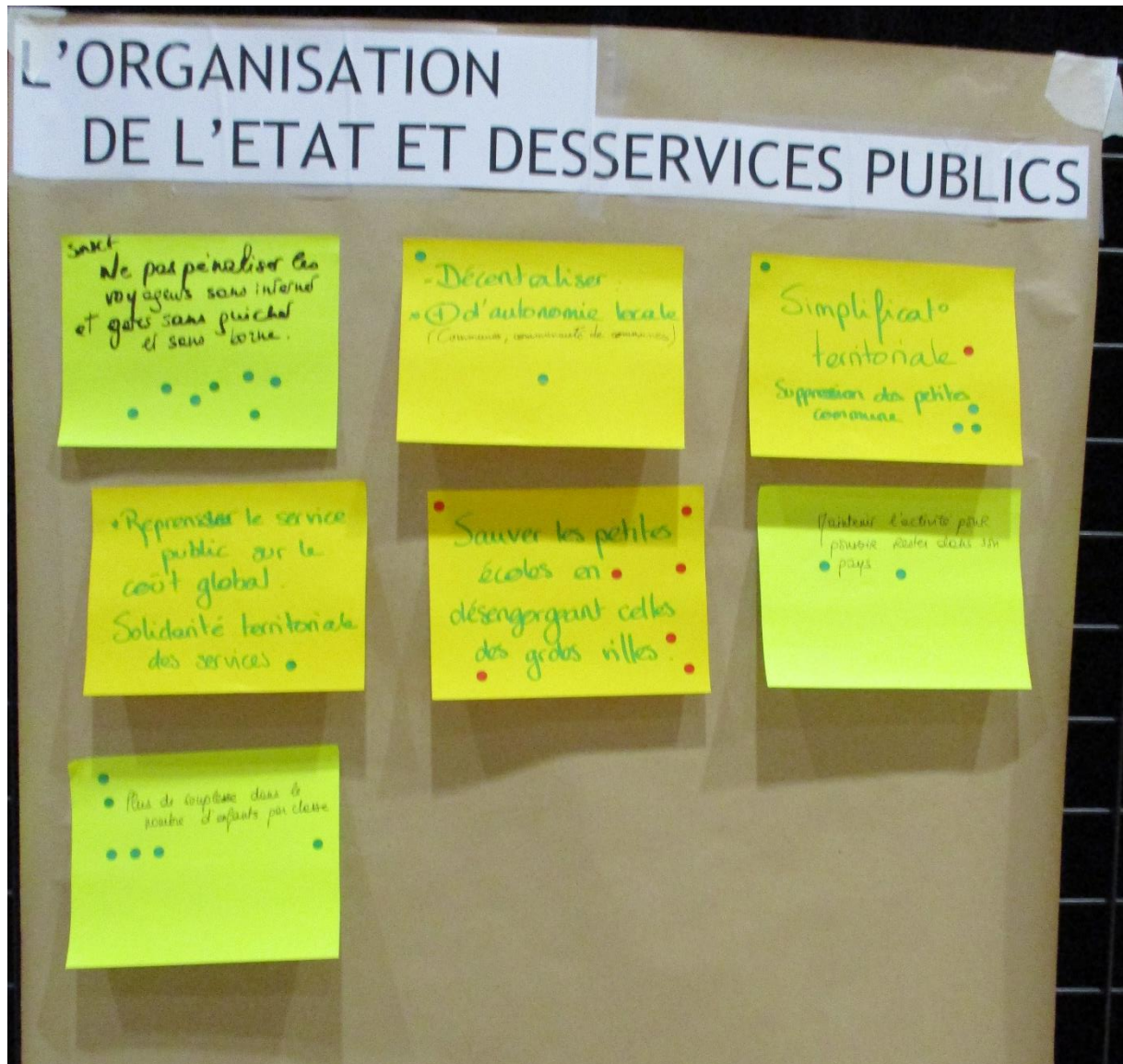
CONFIGURATION DE LA SALLE



EN FIN DE REUNION, VOTE PAR « GOMMETTES » DES PARTICIPANTS



Photos des panneaux par thèmes avec les contributions retranscrites au fur et à mesure et le « vote » par gommettes



LA FISCALITE ET LES DEPENSES PUBLIQUES

* Remise à plat du système d'imposition pour que tous les riches contribuent

TAXER les tous les carburants

Supprimer la CICE

Comment payer d'impôt pour de services publics?

Faire la chasse à l'évasion fiscale

Faire payer les GAFA et les autres multinationales

Faire participer les autoroutes ds les frais de sorties d'autoroute (voir jusqu'au villes routes)

Appliquer les prescriptions des appels de fonds des Comptes

* Pas privatiser les sociétés rentables
* Nationaliser l'autoroute

Conserver l'écotaxe pour faire payer les étrangers qui travaillent en France et utilisent les nationales.

Mettre la cotaxage

* Que l'Etat fasse des Budgets à l'équilibre. (Supprimer la dette)

Relativiser l'importance de la dette avec la richesse du patrimoine

Permettre à chaque français de vivre correctement: social, financier, environnement.

* Connaître l'utilisation de l'argent public.

LA DEMOCRATIE ET LA CITOYENNETE

Questionner aussi pour le
vote des lois à l'Assemblée
Nationale

- Arrêt des séances
nocturnes de
l'Assemblée Nationale

Faire un vote qui soit positif
des députés avant une
république sociale

Pas de cumul des
mandats

Conserver
le Sénat

Arrêter la
sur réglementation

Reconnaître le vote
blanc
Éliminer le vote sanction
Mise en place d'un
salaire

* Augmenter les listes
incomplètes des
les petites
(communes)
Donner des choix

Prendre la
vote obligatoire

Encourager la partici-
pation aux conseils
municipaux
(communes)

Redonner de
l'intérêt au
vote

Redonner un
sentiment de
citoyenneté
(- de critiques - de espoir)

Éducation d'initiation
à l'engagement
syndical

Resocialiser le
statut des maires
(des locaux)
permettre meilleur engagement
citoyen

* Pas de politique
dans les syndicats

Redonner une
place aux syndicats
Rapport des parlementaires
sociaux par le
pouvoir

Savoir écouter
l'engagement des
jeunes par
l'entretien

* Éduquer à la
citoyenneté des
l'enfance

LA TRANSITION ECOLOGIQUE

- TVA calculée sur l'empreinte écologique des produits
- Augmenter progressivement la TVA sur les produits à fort impact écologique

- Intégrer le traitement des déchets dans le coût du kWh (nucléaire)
- Intégrer dès la conception la fin de vie du produit.

Faire en sorte que le travail ne nécessite pas trop de déplacements.

* Pourquoi pas + de colza ds les véhicules? (40% export)

* Promouvoir l'hydrogène plutôt que l'électrique

limiter la pollution des eaux par les pesticides et traiter les médicaments et les pesticides dans les stations d'épuration

Appliquer les normes aussi aux produits importés

* Recréer de l'emploi local

* Aménager des voies protégées pr les transports doux

AUTRES

- Arrêter le renvoi
des ^{Personnes} ~~transferts~~
dublimes

- Investir l'argent des
centres de rétention
pour les migrants.

Garantir l'autonomie
numérique de
l'Europe

• Favoriser l'accès au
logement et à la
nourriture pr les étudiants

* Aides pour ~~passer~~
financer les
coûts de ~~centres~~
des étudiants.

x RSA moins de
25 ans.

Conserver et créer
les emplois dans les
métiers de relation humaine
non robotisables -

Augmenter les
indemnités maladies

* Revaloriser le
travail.